

Cote du document: EB 2020/130/V.B.C.4
Date: 17 septembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Ghana

Mécanisme d'appui d'urgence aux moyens d'existence et aux systèmes alimentaires ruraux exposés à la COVID-19

Numéro du projet: 2000003387

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin

Directeur régional
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Hani Abdelkader Elsadani Salem

Directeur de pays
téléphone: +233 20 761 9489
courriel: h.elsadani@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	7
D. Alignement, appropriation et partenariats.....	7
E. Coût, avantages et financement.....	8
III. Risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Lisandro Martin
Directeur de pays	Hani Abdelkaer Elsadani Salem
Responsable technique:	Mylène Kherallah
Responsable des finances:	Ebele Ikezogwo
Spécialiste du climat et de l'environnement:	Rahul Antao
Juriste:	Itziar Garcia Villanueva

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GASIP	Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana
PAM	Programme alimentaire mondial

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA 02 07 2020.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Ghana
Organisme d'exécution:	Ministère de l'alimentation et de l'agriculture
Coût total du projet:	41,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	20 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	50% à ces conditions particulièrement favorables et 50% à des conditions mixtes
Cofinancier:	Programme alimentaire mondial (PAM) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Gouvernement canadien
Montant du cofinancement:	PAM: 2,0 millions d'USD FAO: 0,4 million d'USD Gouvernement canadien: 2,6 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Les partenaires exécuteront leurs activités parallèlement au Mécanisme d'appui d'urgence aux moyens d'existence et aux systèmes alimentaires ruraux exposés à la COVID-19, qui ciblera les mêmes zones géographiques et dont bénéficiera le groupe cible dudit Mécanisme.
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	5,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	11,2 millions d'USD

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 55.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **L'impact de la COVID-19 sur le groupe cible du FIDA.** Le Ghana figure actuellement parmi les pays comptant le plus grand nombre de cas de COVID-19 en Afrique de l'Ouest. Le nombre de cas a augmenté rapidement, passant de 2 014 cas le 1^{er} mai 2020 à 43 094 cas le 19 août 2020. La maladie s'est étendue à toutes les régions du pays, provoquant un ralentissement de l'économie. Selon l'estimation la plus récente du Fonds monétaire international, la croissance du produit intérieur brut devrait tomber à 1,5% pour l'année 2020, avec pour conséquence un déclin du revenu par habitant et une augmentation de la pauvreté. La crise de la COVID-19 a éclaté alors que débutait la saison des semis. La tension croissante sur le budget national et la baisse des recettes pourraient conduire à un report des investissements prévus dans le secteur agricole, ce qui constituerait une menace pour la production agricole, la sécurité alimentaire et les liens avec les entreprises agricoles rurales.
2. **Production végétale.** La menace pesant sur la production végétale durant la crise et la période de reprise a pour causes: i) les contraintes budgétaires du Gouvernement, qui diminuent sa capacité à soutenir les programmes de subventions en faveur des pauvres; ii) les perturbations des chaînes d'approvisionnement des intrants agricoles (semences, engrais); iii) les perturbations dans les filières commerciales, qui entravent la vente en temps opportun des produits et entraînent des pénuries de liquidités pour les familles de petits exploitants; iv) un accès limité aux services de vulgarisation en raison des restrictions sur les rassemblements publics; v) les chocs externes sur les prix qui réduisent la capacité du marché à absorber les récoltes des agriculteurs.
3. **Insécurité alimentaire.** La possibilité d'insécurité alimentaire, de carences nutritionnelles et de faim durant la crise et la période de reprise découle: i) de la menace qui pèse sur la production des cultures de plein champ et l'horticulture; ii) de la hausse des prix des denrées alimentaires induite par des pénuries artificielles et la fermeture et/ou la limitation du nombre maximum de personnes autorisées à se trouver à l'intérieur des points de vente des produits alimentaires; iii) des pénuries de liquidités qui limitent la capacité des personnes de se procurer des aliments nutritifs et en quantité suffisante.
4. **Entreprises agricoles.** Dans la situation actuelle, on peut craindre que les entreprises agricoles hésitent à développer ou à renforcer leurs liens commerciaux avec les petits exploitants, pour trois raisons: i) incertitude de la demande résultant d'une modification potentielle des habitudes alimentaires des consommateurs; ii) réductions potentielles de la production et des bénéfices dues au ralentissement économique; iii) pénuries de fonds de roulement.
5. **Impact sur les projets du FIDA.** Le FIDA appuie deux opérations en cours au Ghana: le Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana (GASIP) et le Programme en faveur des petites entreprises rurales. Il existe également un projet récemment approuvé, le Projet de financement agricole accessible, pour un développement rural résilient, et un autre actuellement au stade de conception – Promouvoir les possibilités du monde rural, les bénéfices durables et la résilience environnementale (*Promoting Rural Opportunities, Sustainable Profits and Environmental Resilience*). La plupart des opérations appuyées par le FIDA, en

cours d'exécution ou en préparation, se concentrent sur le développement de liens dans les filières entre les fournisseurs d'intrants, les entreprises agricoles et les ménages ciblés. Les perturbations actuelles peuvent affaiblir la position de toutes les parties prenantes aux filières, les rendre réfractaires au risque et diminuer leur capacité de partenariat avec le Fonds, interférant ainsi avec le progrès des opérations mentionnées ci-dessus.

6. **La réponse du Gouvernement à la crise.** Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture a l'intention de fournir et de subventionner des semences améliorées et des engrais à 1,2 million d'agriculteurs dans le cadre de son programme intitulé "Planter pour l'alimentation et l'emploi" (*Planting for Food and Jobs*) afin de soutenir la production agricole immédiate et d'atténuer les risques d'insécurité alimentaire. Au cours des dernières années, ce programme a permis de faire des progrès sensibles dans l'augmentation de la production des denrées alimentaires de base (par exemple, le riz, le maïs et le soja) en fournissant des intrants améliorés, en renforçant les services de vulgarisation et en facilitant l'établissement de liens commerciaux. De plus, afin d'atténuer l'impact de la crise sur les jeunes ruraux, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture prévoit de fournir aux jeunes producteurs des intrants pour la production de volaille et de petits ruminants (reproducteurs, aliments pour animaux, médicaments) par le biais du programme intitulé "Les jeunes dans l'agriculture" (*Youth in Agriculture*).

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

7. **Genre et inclusion sociale.** Étant donné que l'on trouve généralement plus de femmes que d'hommes dans des activités informelles et des formes d'emploi vulnérables, celles-ci risquent d'être exclues des programmes officiels de protection sociale ciblant les travailleurs. Les mesures de quarantaine peuvent également exposer les femmes à un risque accru de violence dans le foyer, car elles sont coupées des services de protection et des réseaux sociaux. Les chiffres du recensement indiquent que 3% de la population du pays souffre d'une forme de handicap. De nombreuses personnes handicapées pâtissent de conditions sous-jacentes spécifiques qui rendent la COVID-19 plus dangereuse pour elles, et elles peuvent avoir plus de mal à demeurer actives et en bonne santé pendant la crise de la COVID-19, surtout si elles font partie de ménages à faible revenu touchés par l'insécurité alimentaire et les déficits nutritionnels.
8. **Jeunes.** Le Gouvernement ghanéen définit comme "jeunes" les personnes âgées de 15 à 35 ans. La pyramide des âges présente une forte proportion de jeunes, puisque 57% de la population totale a moins de 25 ans. Le manque de possibilités d'emploi dans les zones rurales a entraîné une augmentation de l'exode rural des jeunes, et il y aura probablement une hausse du chômage des jeunes ruraux en rapport avec la COVID-19. Dans le même temps, les pertes d'emplois dans les zones urbaines ont provoqué un afflux de jeunes chômeurs des zones urbaines vers les zones rurales, ce qui est également susceptible de faire grimper le taux de chômage rural.
9. **Nutrition.** Dans l'ensemble, la sous-alimentation touchait 6,1% de la population en 2017. La perte de moyens d'existence et de revenus en raison de la COVID-19 et la limitation de l'accès aux aliments frais et aux marchés alimentaires peuvent réduire la consommation d'aliments riches en nutriments. Il est possible, dans des conditions d'insécurité alimentaire, que les filles et les femmes réduisent leur consommation d'aliments riches en nutriments et de calories afin d'en laisser davantage aux garçons et aux hommes. Parallèlement, la perturbation des chaînes d'approvisionnement pour les aliments riches en nutriments et les pénuries de liquidités peuvent compromettre l'état nutritionnel des populations.
10. **Climat et environnement.** La température annuelle moyenne au Ghana a augmenté de 1,0 °C depuis 1960. Le nombre annuel de journées chaudes a

augmenté de 13,2%, tandis que le nombre annuel de nuits chaudes augmentait de 20%. Selon les projections des spécialistes, la hausse des températures provoquera une baisse des rendements des principales cultures de base. Le retard ou la diminution des précipitations dans les régions du nord du Ghana sont susceptibles d'entraîner une perte totale de récolte environ une fois tous les cinq ans. Les petits exploitants et les agriculteurs de subsistance sont particulièrement vulnérables, car ils sont plus exposés aux épidémies de ravageurs et de maladies, aux sécheresses (en particulier dans le nord du Ghana) et aux phénomènes météorologiques extrêmes, qui réduisent la production et augmentent l'insécurité alimentaire.

Justification de l'intervention du FIDA

11. **Une menace sérieuse pour la production agricole et la sécurité alimentaire, et le risque d'une pauvreté accrue.** La crise de la COVID-19 a accru le risque de mauvaises récoltes et la menace d'insécurité alimentaire et de pauvreté parmi les groupes vulnérables. La pandémie a également réduit le flux des envois de fonds vers les zones rurales, aggravant les pénuries de liquidités qui peuvent faire que les ménages ne disposent pas d'assez d'argent pour acheter de la nourriture. Une évaluation de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires indique que les pertes de revenus des ménages résultant des perturbations économiques initiales causées par la COVID-19 sont déjà substantielles, allant de 19,8% pour les ménages les plus pauvres à 29,8% pour les plus riches. Cette évaluation montre également que les pertes de revenus pourraient faire tomber environ 3,8 millions de Ghanéens dans une situation de pauvreté temporaire. De nombreux ménages vulnérables demeureront économiquement affaiblis au cours des 6 à 12 prochains mois, et ils auront besoin d'un appui pour se relever, reprendre leur activité et rétablir leurs capacités de production et leur niveau de revenu.
12. **Le FIDA est profondément préoccupé par le bien-être, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des pauvres.** Il a conçu un cadre d'intervention pour acheminer un appui d'urgence aux États membres par le biais du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et en réaffectant certains financements, en fournissant un financement additionnel et en organisant des opérations d'urgence. Le Gouvernement ghanéen a déjà formulé une stratégie d'appui aux ménages ruraux et a demandé au FIDA d'appuyer des opérations d'urgence visant à atténuer les menaces sur la production, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ruraux pauvres et des personnes handicapées.
13. **Une menace pour les progrès d'autres projets du FIDA.** En raison de la crise, les entreprises agricoles pourraient devenir réfractaires au risque et réduire leurs liens contractuels avec les petits exploitants (ceux conclus par exemple pour préfinancer la production agricole et acheter les produits). Cette situation peut avoir un impact négatif sur la participation des petits exploitants au marché et sur leur accès au financement, à la technologie et à l'appui pour le renforcement institutionnel. Cela peut freiner l'avancement des projets du FIDA structurés autour du développement, de l'expansion et de l'intensification des liens commerciaux entre les entreprises agricoles et les ménages cibles.
14. **Capacité du FIDA à apporter une réponse rapide.** Le FIDA est bien placé pour apporter des réponses rapides aux petits exploitants et aux groupes vulnérables. Il a fait ses preuves au Ghana dans plusieurs domaines: renforcement de la résilience et de la cohésion sociale dans les zones rurales, promotion du leadership des femmes et de leur rôle proactif, et renforcement des possibilités d'emploi pour les jeunes ruraux. Le FIDA dirige le groupe de coordination agricole des donateurs et occupe une position de force pour mener des initiatives de collaboration entre les donateurs dans des domaines complémentaires. L'unité de coordination du programme (UCP) GASIP, qui mettra également en œuvre le Mécanisme d'appui

d'urgence aux moyens d'existence et aux systèmes alimentaires ruraux exposés à la COVID-19 (ci-après, le Mécanisme d'appui), peut s'appuyer sur son réseau existant pour accélérer l'exécution dudit Mécanisme.

15. **Appropriation et durabilité des résultats.** Le Mécanisme d'appui établira des partenariats avec les programmes de développement rural existants du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, tels que l'initiative "Planter pour l'alimentation et l'emploi" et le programme "Les jeunes dans l'agriculture", afin de fournir des intrants agricoles et des petits ruminants aux bénéficiaires. Il permettra également de collaborer avec d'autres partenaires à l'exécution de différentes activités du projet, par exemple avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour les activités de transfert de fonds et d'appui à la nutrition, en utilisant les plateformes existantes du PAM. En faisant fond sur les mécanismes éprouvés d'exécution des projets ou initiatives actuels, le Mécanisme d'appui permettra d'obtenir des résultats rapides en appuyant des solutions existantes. Ces partenariats favoriseront également l'appropriation et la durabilité des résultats.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

16. **Finalité.** Le Mécanisme d'appui contribuera à la protection des moyens d'existence et des revenus et au renforcement de la résilience des groupes cibles souffrant des impacts de la pandémie de COVID-19 et des changements climatiques.
17. **Objectif.** Le Mécanisme d'appui atténuera les menaces qui pèsent sur la production, la sécurité alimentaire et l'accès au marché en raison de la pandémie de COVID-19 et des changements climatiques.
18. **Résultats attendus.** Les résultats attendus du Mécanisme d'appui sont les suivants: i) les ménages ciblés maintiendront ou augmenteront leur production, leur sécurité alimentaire et leur résilience face aux changements climatiques par rapport à leur situation antérieure à la COVID-19; ii) les ménages ciblés maintiendront ou accroîtront leur participation aux filières commerciales, le volume de leurs ventes et leur niveau de revenu par rapport à leur situation antérieure à la COVID-19.
19. **Durée du projet.** La durée du Mécanisme d'appui sera de 18 mois.
20. **Portée du projet.** Le Mécanisme d'appui fournira des services à 50 000 bénéficiaires directs au sein de 25 000 ménages. Le groupe de bénéficiaires sera composé en proportions égales de femmes, d'hommes et de jeunes. Les personnes handicapées constitueront 5% du groupe cible.
21. **Zone d'intervention géographique.** Le Mécanisme d'appui sera exécuté au niveau national. Sa portée nationale est cohérente avec la propagation actuelle de la COVID-19 dans pratiquement toutes les régions.
22. **Appui aux filières.** Le Mécanisme d'appui soutiendra principalement des investissements dans les filières du maïs, du riz, du soja, des racines et tubercules, et des petits ruminants. Ces investissements pourraient être élargis pour inclure d'autres filières, comme celles des fruits et légumes, en fonction des possibilités locales. L'appui à l'arboriculture passera par des actions de vulgarisation et des activités de commercialisation.
23. **Groupes cibles.** Le groupe cible direct sera composé de petits exploitants, de jeunes, de femmes et de personnes handicapées. Les petits exploitants inclus dans ce groupe proviendront de ménages vulnérables pratiquant une agriculture de semi-subsistance et possédant jusqu'à deux hectares de terres cultivables et qui risquent, du fait de la crise, de connaître une baisse de la production, des pénuries alimentaires et des carences nutritionnelles. Environ 50% du groupe cible du projet sera composé de jeunes ruraux âgés de 18 à 35 ans et de jeunes revenant des

zones urbaines vers leurs villages parce qu'ils ont perdu leur emploi. Les femmes, y compris les femmes cheffes de famille et les jeunes mères d'enfants de moins de 5 ans, constitueront 50% du groupe cible. Les personnes défavorisées et handicapées constitueront 5% du groupe cible. Ce segment du groupe comprendra des membres handicapés des familles les plus pauvres qui connaissent de grandes difficultés à rester actifs et en bonne santé durant la crise de la COVID-19.

24. **Stratégie de ciblage.** Les bénéficiaires du Mécanisme d'appui seront choisis par une combinaison de mécanismes de ciblage – ciblage géographique, autociblage et ciblage direct. Le ciblage géographique sera utilisé pour déterminer les zones présentant une plus forte concentration de groupes vulnérables et des vulnérabilités plus élevées aux changements climatiques. Dans les zones couvertes par le GASIP, les bénéficiaires de ce programme en cours ont établi des liens avec les fournisseurs d'intrants et pourront bénéficier des services du Mécanisme d'appui autres que la fourniture d'intrants agricoles. L'autociblage sera réalisé en limitant l'ampleur de l'aide du Mécanisme d'appui à des niveaux pertinents et intéressant uniquement les ménages cibles pauvres. Ainsi, la subvention pour les intrants proposée aux ménages ayant au maximum deux hectares de terres cultivables sera trop faible pour attirer les agriculteurs plus aisés à la recherche de programmes de soutien plus importants. Le ciblage direct comprendra des transferts monétaires aux personnes vulnérables telles que les femmes cheffes de famille.

B. Composantes, résultats et activités

25. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) protection contre la faim et développement de moyens d'existence résilients; ii) préservation des liens commerciaux et de la sécurité alimentaire en milieu rural.

Composante 1: protection contre la faim et développement de moyens d'existence résilients

26. Cette composante appuiera les efforts des ménages ciblés, en vue de maintenir ou d'augmenter leurs niveaux de production, leur sécurité alimentaire, leurs défenses contre la pandémie de COVID-19 et leur résilience face aux changements climatiques en leur donnant accès à des intrants agricoles de qualité et à des services de vulgarisation basés sur les technologies de l'information et des communications. Elle rendra les ménages ciblés moins vulnérables à la pandémie de COVID-19 en réduisant leur insécurité alimentaire et leurs carences nutritionnelles. Elle appuiera également les activités rémunératrices visant à augmenter leur flux de trésorerie et à appuyer des sources diversifiées en matière d'alimentation et de nutrition.
27. **Sous-composante 1.1: accès garanti aux intrants agricoles et aux denrées alimentaires.** Cette sous-composante aura pour objet: i) de donner à 35 000 bénéficiaires un accès en temps opportun à des intrants subventionnés, en collaboration avec le programme "Planter pour l'alimentation et l'emploi" du Gouvernement, pour les aider à accroître leurs niveaux de production; ii) d'appuyer 5 000 bénéficiaires vulnérables, y compris des personnes handicapées, par des transferts monétaires directs et un appui nutritionnel, en collaboration avec le PAM, pour vaincre la faim et prévenir les carences nutritionnelles; iii) de conduire une surveillance des marchés, en coordination avec le PAM dans les districts concernés, pour assurer l'approvisionnement régulier en produits alimentaires à un prix équitable; iv) de contribuer à prévenir la propagation de la COVID-19 en diffusant des messages de sensibilisation et en fournissant des équipements de protection; v) de renforcer les services de vulgarisation basés sur les technologies de l'information et des communications pour surmonter les difficultés des services de vulgarisation traditionnels face à la pandémie de COVID-19. Ces activités seront exécutées en coordination avec les systèmes électroniques d'alerte précoce et de surveillance du marché de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les initiatives de vulgarisation électronique et l'appui fourni

par le Gouvernement canadien au Ministère de l'alimentation et de l'agriculture pour renforcer sa capacité à offrir des services de vulgarisation numérique.

28. **Sous-composante 1.2: activités rémunératrices et diversification de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en nutriments.** Cette sous-composante appuiera les activités rémunératrices visant à augmenter les revenus et à diversifier les sources de denrées alimentaires et la nutrition des ménages ciblés. Elle appuiera 6 000 femmes et jeunes en leur fournissant à des prix subventionnés des reproducteurs, des intrants (aliments, vaccins, etc.) et des médicaments pour la production de volailles et de petits ruminants. Le Mécanisme d'appui coordonnera l'exécution de ces activités avec un prochain projet de la FAO qui développera la résilience des petits exploitants en diversifiant leurs moyens d'existence dans des activités telles que la production de volaille et de petits ruminants. Ces activités permettront également d'améliorer l'état nutritionnel des groupes cibles en augmentant leur ration protéique.
29. Le Mécanisme d'appui soutiendra également la participation de 1 750 femmes et jeunes à des activités rémunératrices liées à la transformation et à la conservation des aliments (par exemple, la transformation des racines et des tubercules). Cet appui sera fourni en coordination avec le PAM et comprendra une formation, un renforcement des capacités et la fourniture de petits équipements (par exemple séchoirs, équipement de conserverie, mélangeurs), étant donné que les aliments en conserve peuvent facilement être utilisés comme source supplémentaire de nutriments durant les crises alimentaires. Le Mécanisme d'appui sera en phase avec le prochain projet de la FAO sur la nutrition des ménages en réponse à la COVID-19, le but étant d'apporter aux ménages ciblés des informations sur les régimes alimentaires sains et sur l'intérêt des jardins potagers. Le Mécanisme d'appui permettra aussi de collaborer à l'initiative menée par le Gouvernement canadien pour aider le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture à renforcer sa capacité à appuyer les activités des petits exploitants dans le domaine de la conservation des aliments.

Composante 2: préservation des liens commerciaux et de la sécurité alimentaire en milieu rural

30. L'appui apporté par cette composante aidera les ménages ciblés à maintenir ou à accroître l'établissement de liens commerciaux avec d'autres acteurs des filières. Le Mécanisme d'appui établira des connexions entre le groupe cible et une gamme d'options de commercialisation de la production, et appuiera également l'utilisation de plateformes de commercialisation numérique.
31. **Sous-composante 2.1: appui à l'établissement de liens pour la commercialisation de la production.** Au titre de la sous-composante 2.1, la National Food Buffer Stock Company, la Ghana Commodity Exchange et les entreprises agricoles recevront une incitation sous forme de fonds de roulement pour acheter les stocks excédentaires de 25 000 bénéficiaires, parmi lesquels des petits producteurs en difficulté faisant face à des problèmes de commercialisation de leur production de racines, tubercules et produits arboricoles. Par l'intermédiaire du Mécanisme d'appui, ces partenaires commerciaux se verront rembourser 25% des montants qu'ils paient pour acheter le stock excédentaire auprès des ménages cibles du Mécanisme en question. En coordination avec le PAM, ledit Mécanisme jouera le rôle de facilitateur dans les accords de commercialisation des produits entre les bénéficiaires et les partenaires commerciaux, la formation et le renforcement des capacités des bénéficiaires en ce qui concerne l'utilisation des technologies de production et des pratiques post-récolte nécessaires pour répondre aux normes de qualité des produits exigées par leurs partenaires commerciaux.

32. **Sous-composante 2.2: appui aux plateformes de commercialisation numérique.** Le Mécanisme d'appui, en coordination avec le PAM, contribuera à renforcer les capacités de commercialisation numérique des organisations paysannes, à renforcer leur autonomie dans la conduite des activités de commercialisation et à diversifier leurs marchés des produits. Il s'associera aux plateformes de commercialisation numérique existantes pour appuyer le renforcement des capacités des agriculteurs et leur intégration dans lesdites plateformes. Les activités menées à cet égard au titre du Mécanisme se limiteront toutefois à offrir aux ménages ciblés une première occasion de connaître les projets de commercialisation numérique. Ensuite, en fonction de l'intérêt et de l'initiative dont feront preuve les ménages ciblés, le ou les futurs projets du FIDA fourniront un appui en matière de suivi pour renforcer ces réalisations. Le Mécanisme d'appui apportera son concours au programme en cours du Gouvernement canadien pour renforcer la capacité du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture de soutenir les possibilités de commercialisation numérique pour les agriculteurs et leurs organisations.

C. Théorie du changement

33. La composante 1 appuiera la fourniture d'intrants pour l'agriculture et l'élevage, les services de vulgarisation axés sur les technologies de l'information et des communications, les transferts monétaires, la fourniture de rations alimentaires, les campagnes de sensibilisation liées à la COVID-19, la fourniture d'équipements de protection individuelle et les activités rémunératrices. Ces activités aideront les ménages ciblés à maintenir ou à améliorer leur production, leur sécurité alimentaire et leurs défenses contre la COVID-19. La composante 2 appuiera la commercialisation des produits agricoles, l'assurance des revenus et l'accès aux plateformes de commercialisation numérique, ce qui améliorera les liens commerciaux des bénéficiaires. Les résultats des deux composantes soutiendront les progrès vers l'objectif du Mécanisme d'appui, qui est d'atténuer les menaces que la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques font peser sur la production, la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et la santé.

D. Alignement, appropriation et partenariats

34. Alignement et appropriation. Le Mécanisme d'appui est conforme aux objectifs de développement durable 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro) et 5 (égalité des sexes), aux stratégies de développement du Gouvernement ghanéen et au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Les interventions du projet contribueront à maintenir les gains réalisés dans le cadre des programmes d'options stratégiques pour le Ghana en cours et antérieurs. Le Mécanisme d'appui sera aussi mis en harmonie avec le plan agricole national en réponse à la COVID-19, qui couvre la période allant de juin 2020 à décembre 2021. En outre, il fera fond sur les mécanismes de réponse aux crises mis en place par les Nations Unies, notamment par l'équipe de pays des Nations Unies pour le Ghana chargée du Plan de préparation et d'intervention stratégique face à la COVID-19 et du Plan de réponse socio-économique et de relèvement. Plus précisément, le Mécanisme d'appui est en phase avec les propositions du pilier 2 (protection des personnes, protection sociale et services de base) et du pilier 3 (protection de l'emploi et relèvement économique) du Plan de réponse socio-économique et de relèvement.
35. **Synergies et partenariats.** En partenariat avec le programme "Planter pour l'alimentation et l'emploi" du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, le Mécanisme d'appui fournira des intrants subventionnés et favorisera l'achat des excédents de production des bénéficiaires. En outre, il sera coordonné avec le PAM pour ce qui concerne les activités de transferts monétaires, l'appui nutritionnel au groupe cible, la surveillance de la commercialisation des produits, l'appui aux activités rémunératrices, la promotion des liens commerciaux pour la production des petits exploitants et le renforcement des capacités de commercialisation numérique des organisations paysannes. Le Mécanisme d'appui assurera également

la coordination avec les projets à venir de la FAO sur la surveillance du marché, le développement de la vulgarisation électronique, la diversification des moyens d'existence des petits exploitants, les jardins potagers et l'éducation nutritionnelle. De plus, le Mécanisme d'appui sera coordonné avec l'initiative prise par le Gouvernement canadien pour soutenir le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture dans ses efforts visant à renforcer les services de vulgarisation numérique, les activités de conservation des aliments et les possibilités de commercialisation numérique pour les organisations paysannes.

E. Coût, avantages et financement

36. **Coût du projet:** le coût total du projet est estimé à 41,5 millions d'USD. La composante 1 (protection contre la faim et développement de moyens d'existence résilients) exigera 33,7 millions d'USD (81,0%), tandis que la composante 2 (préservation des liens commerciaux et de la sécurité alimentaire en milieu rural) obtiendra 7,1 millions d'USD (17,2%). Un budget de 0,7 million d'USD (1,8%) est prévu pour la composante 3 (gestion du projet et suivi-évaluation).

Tableau 1

Coût du projet par composante, sous-composante et source de financement

(en millions d'USD)

Composante/sous-composante	FIDA		PAM		FAO		Gouvernement canadien		Gouvernement ghanéen		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Protection contre la faim et développement de moyens d'existence résilients														
1.1. Accès garanti aux intrants agricoles et aux denrées alimentaires	13 828	54,8	1 766	7,0	210	0,8	1 424	5,6	139	0,6	7 887	31,2	25 254	60,8
1.2. Activités rémunératrices et diversification de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en nutriments	3 808	45,2	200	2,4	206	2,4	417	4,9	450	5,3	3 349	39,7	8 430	20,3
Sous-total	17 636	52,4	1 965	5,8	416	1,2	1 841	5,5	590	1,8	11 236	33,4	33 683	81,0
2. Préservation des liens commerciaux et de la sécurité alimentaire en milieu rural														
2.1. Appui à l'établissement de liens pour la commercialisation de la production	1 543	25,4	48	0,8	-	-	-	-	4 492	73,8	-	-	6 083	14,6
2.2. Appui aux plateformes de commercialisation numérique	136	12,9	9	0,9	-	-	803	76,3	105	10,0	-	-	1 053	2,5
Sous-total	1 679	23,5	57	0,8	-	-	803	11,3	4 597	64,4	-	-	7 136	17,2
3. Gestion du projet et suivi-évaluation														
3.1. Coordination et suivi-évaluation	685	92,2	-	-	-	-	-	-	58	7,8	-	-	743	1,8
Coût total du projet	20 000	48,1	2 022	4,9	416	1,0	2 644	6,4	5 245	12,6	11 236	27,0	41 562	100,0

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en millions d'USD)

Catégorie de dépenses	FIDA		PAM		FAO		Gouvernement canadien		Gouvernement ghanéen		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement														
A. Équipement et matériel														
Équipement	-	-	40	16,5	-	-	168	69,4	34	14,1	-	-	243	0,6
Biens	1 496	25,0	-	-	-	-	-	-	4 487	75,0	-	-	5 983	14,4
Sous-total (équipement et matériel)	1 496	24,0	40	0,6	-	-	168	2,7	4 521	72,6	-	-	6 225	15,0
B. Intrants et produits agricoles	15 059	55,8	200	0,7	101	0,4	-	-	384	1,4	11 236	41,6	26 979	64,9
C. Services														
Assistance technique nationale	1 434	32,9	178	4,1	210	4,8	2 263	51,9	277	6,4	-	-	4 362	10,5
Formation	91	20,4	-	-	105	23,5	212	47,4	39	8,8	-	-	447	1,1
Ateliers	68	95,0	-	-	-	-	-	-	4	5,0	-	-	72	0,2
Frais de consultants	73	90,0	-	-	-	-	-	-	8	10,0	-	-	81	0,2
Sous-total (services)	1 666	33,6	178	3,6	315	6,3	2 475	49,9	328	6,6	-	-	4 962	11,9
D. Appui social et financier aux ménages														
Dons	1 506	48,4	1 604	51,6	-	-	-	-	-	-	-	-	3 110	7,5
Total dépenses d'investissement	19 726	47,8	2 022	4,9	416	1,0	2 644	6,4	5 233	12,7	11 236	27,2	41 276	99,3
II. Dépenses récurrentes														
A. Salaires	181	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	181	0,4
B. Fonctionnement et maintenance	93	88,7	-	-	-	-	-	-	12	11,3	-	-	105	0,3
Total dépenses récurrentes	274	95,8	-	-	-	-	-	-	12	4,2	-	-	286	0,7
Coût total du projet	20 000	48,1	2 022	4,9	416	1,0	2 644	6,4	5 245	12,6	11 236	27,0	41 562	100,0

Tableau 3

Coût du projet par composante, sous-composante et par année du projet

(en millions d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>Total</i>
1. Protection contre la faim et développement de moyens d'existence résilients				
1.1. Accès garanti aux intrants agricoles et aux denrées alimentaires	23 085	1 982	186	25 254
1.2. Activités rémunératrices et diversification de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en nutriments	3 916	4 514	-	8 430
Sous-total	27 001	6 496	186	33 683
2. Préservation des liens commerciaux et de la sécurité alimentaire en milieu rural				
2.1. Appui à l'établissement de liens pour la commercialisation de la production	4 835	1 248	-	6 083
2.2. Appui aux plateformes de commercialisation numérique	375	422	255	1 053
Sous-total	5 210	1 670	255	7 136
3. Gestion du projet et suivi-évaluation				
3.1. Coordination et suivi-évaluation	-	137	606	743
Sous-total	-	137	606	743
Coût total du projet	32 211	8 303	1 048	41 562

37. **Stratégie et plan de financement et de cofinancement.** Le coût du projet sera couvert par le prêt du FIDA (20 millions d'USD), la contribution du Gouvernement ghanéen (5,24 millions d'USD) par le biais d'exemptions de taxes et de droits et de contributions en espèces, et par les bénéficiaires, qui fourniront 11,2 millions d'USD sous la forme de contributions en nature et en espèces. Le Gouvernement avait initialement demandé 32 millions d'USD au FIDA, mais ce montant a été révisé suite aux discussions avec le Gouvernement et à l'examen des projets prévus dans la réserve.
38. En outre, des cofinancements proviendront du PAM (2 millions d'USD), de la FAO (0,4 million d'USD) et du Gouvernement canadien (2,6 millions d'USD). Ces partenaires de développement exécuteront leurs activités en parallèle dans les mêmes zones géographiques au profit du groupe cible du Mécanisme d'appui. La FAO, le PAM et le Gouvernement canadien ont confirmé leurs accords de cofinancement. Ces cofinancements prendront la forme de financement parallèle en espèces dans le cadre de projets en cours d'exécution ou de conception.
39. **Décaissement.** Sur le coût total du projet, l'équipement et le matériel représentent 6,2 millions d'USD (15%); les intrants et les produits agricoles sont évalués à 27,0 millions d'USD (65%); les services (assistance technique nationale, formation, ateliers et frais de consultants) représentent 5 millions d'USD (12%); les dons aux ménages correspondent à 3,1 millions d'USD (7%); les coûts récurrents totaux se chiffrent à 0,3 million d'USD (0,7%). Le projet soumettra les dépenses prévues pour une période de six mois en vue du retrait initial des fonds du prêt. Les retraits ultérieurs seront basés sur les besoins nets de trésorerie. Le projet utilisera une méthode de comptabilité de caisse et soumettra des rapports financiers intermédiaires trimestriels sur les sources et l'utilisation des fonds du projet.
40. **Stratégie de retrait et durabilité.** La stratégie de retrait et la durabilité du Mécanisme d'appui reposent sur trois piliers principaux. Premièrement, d'étroits liens seront établis au niveau de l'exécution avec les projets du FIDA, en cours et à venir, afin d'assurer l'intégration harmonieuse des réalisations du Mécanisme d'appui dans le cadre de la portée prévue de ces autres projets. Deuxièmement, les biens et services d'urgence que fournira le Mécanisme d'appui seront acheminés par des canaux commerciaux afin de développer la capacité de ces modalités de fonctionner de manière autonome si nécessaire à l'avenir. Troisièmement, le Mécanisme d'appui s'emploiera à assurer une portée importante aux services de

vulgarisation numérique et de commercialisation numérique, qui seront susceptibles de produire des résultats positifs même après la fin du projet.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

41. Les principaux risques et les mesures d'atténuation proposées sont présentés ci-dessous.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Catégorie</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte national			
Les incertitudes liées à la COVID-19 peuvent pousser les acteurs du marché à chercher à réaliser des bénéfices excessifs qui susciterait une crise alimentaire artificielle et une forte inflation des prix alimentaires.	Important	Modéré	Surveillance du marché (disponibilité, prix) dans les zones du projet
Les contraintes budgétaires qui réduisent la capacité du Gouvernement d'appuyer les programmes de subventions en faveur des pauvres peuvent avoir pour conséquence une insécurité alimentaire accrue parmi les très pauvres.	Important	Modéré	Appui à la production végétale et de petits ruminants, activités de transformation et de conservation des aliments, et transferts monétaires aux groupes vulnérables
Augmentation possible des cas d'infection à la COVID-19 durant les activités du projet.	Élevé	Important	Protocoles stricts d'hygiène et de désinfection, distanciation physique, utilisation d'équipement de protection individuelle, facilitation de la vulgarisation numérique
Contexte environnemental et climatique			
Les changements climatiques peuvent avoir un impact négatif sur la productivité agricole dans certaines zones du projet.	Élevé	Important	Distribution de variétés de semences résistantes à la sécheresse et aux ravageurs
Portée du projet			
Il existe un risque d'accaparement par les élites.	Important	Important	Utilisation de mesures d'autociblage, de ciblage géographique et de ciblage direct pour déterminer les groupes vulnérables et les ménages pauvres
Passation des marchés			
Le manque de capacité ou le non-respect des directives du FIDA peuvent avoir pour conséquence un faible cadre réglementaire et des retards.	Important	Modéré	Formation spécifique, utilisation de services de consultants à l'appui de l'exécution des activités
Gestion financière			
Un flux de trésorerie insuffisant et des problèmes de décaissement (spécialement dans le cas de financement de contrepartie) pourraient être aggravés par la brièveté de la période d'exécution. Des faiblesses ont été relevées dans les procédures d'audit interne, et notamment le manque persistant d'un rapport d'audit interne.	Important	Modéré	Limitation du financement de contrepartie du Gouvernement aux exemptions fiscales et aux activités faisant déjà l'objet d'une allocation, comme l'achat de produits auprès d'agriculteurs; conditionner le décaissement à la soumission d'un rapport d'audit interne par le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture
Ensemble	Important	Modéré	

B. Catégorie environnementale et sociale

42. Sur la base d'une évaluation des principaux problèmes environnementaux et sociaux dans la zone du projet et du relevé des préoccupations sociales (positives et négatives) susceptibles d'être associées au Mécanisme d'appui, le projet a été classé comme une opération de catégorie B sur le plan environnemental et social. Il n'y a aucun risque d'impact négatif important. Néanmoins, certaines mesures

d'atténuation légères seront mises en œuvre en ce qui concerne l'utilisation des intrants et les systèmes agricoles dans le contexte de la COVID-19.

C. Classement au regard des risques climatiques

43. Une part importante des bénéficiaires du projet se trouve dans le nord du Ghana, où l'impact des changements climatiques est élevé. Conformément aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA, le risque climatique du projet a été placé dans la catégorie "élevé". Pour atténuer ce risque, étant donné que le projet se concentre principalement sur la distribution des intrants, il est recommandé de prendre des mesures pour s'assurer que les semences à distribuer sont résilientes face au climat et aux ravageurs et qu'elles correspondent à des variétés hautement nutritives des plantes concernées. De même, il est recommandé d'utiliser des intrants biologiques, qu'il s'agisse des engrais ou des intrants de protection des cultures.

D. Soutenabilité de la dette

44. En décembre 2019, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont considéré, lors d'une évaluation conjointe, que le risque global de surendettement du Ghana était élevé, compte tenu du niveau élevé des ratios service de la dette extérieure/exportations et service de la dette extérieure/recettes. La dette publique extérieure du Ghana était estimée à 32% du produit intérieur brut à la fin 2019, et le pays est exposé au risque de surendettement extérieur en raison des emprunts contractés de plus en plus souvent à des conditions non concessionnelles auprès de créanciers multilatéraux et bilatéraux et de prêteurs sur le marché international, ainsi que des impacts budgétaires liés à la COVID-19.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

45. Le Mécanisme d'appui sera exécuté par l'UCP du GASIP. Cette dernière a l'expérience de l'exécution de projets nationaux, de l'organisation de la fourniture d'intrants pour la production végétale et de la coordination avec les organisations paysannes et les entreprises agricoles. Elle travaille en étroite coordination avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et les services agricoles concernés aux niveaux des régions et des districts. Tous les postes du personnel sont déjà pourvus et opérationnels. L'UCP dispose de véhicules, d'équipements et d'espaces de bureaux pour soutenir le Mécanisme d'appui. La performance du GASIP a reçu une note de 4 sur les deux indicateurs clés de supervision et d'appui à l'exécution lors de la dernière mission de supervision.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

46. Le risque financier global du projet est jugé "important". L'unité des finances du GASIP, dirigée par un directeur ou une directrice des finances et appuyée par trois comptables, sera chargée des fonctions fiduciaires quotidiennes du Mécanisme d'appui. Une évaluation réalisée en mai 2020 a indiqué que la capacité de l'unité des finances du GASIP était satisfaisante. Les services d'audit du Ghana effectueront les audits externes annuels. Dans le cadre du Mécanisme d'appui, des états financiers annuels audités seront transmis au FIDA dans les six mois suivant la fin de l'exercice budgétaire du Gouvernement ghanéen (31 décembre).
47. L'UCP suivra les procédures de passation anticipée des marchés pour faire en sorte que les bénéficiaires reçoivent un appui en temps opportun, et notamment les intrants dont ils ont besoin à temps pour la saison des semis. Les procédures de passation des marchés du Mécanisme d'appui seront conformes aux Directives relatives à la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA. Le projet sera soumis à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, adoptée en décembre 2018.

Pour le Gouvernement, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture sera l'agent principal du projet et sera responsable de la surveillance du Mécanisme d'appui. Le comité national de pilotage du programme GASIP sera chargé de la gouvernance et de l'orientation stratégique d'ensemble du Mécanisme d'appui.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

48. Le Mécanisme d'appui utilisera le plan de travail et budget annuel comme outil principal de planification. Ses progrès et ses performances seront mesurés par rapport aux objectifs dudit plan et au moyen des évaluations périodiques d'impact. Les informations de base seront recueillies à partir des enquêtes de référence du GASIP dans les zones du projet. On adoptera une approche axée sur les résultats, fondée sur le système de suivi-évaluation. Le Système de gestion des résultats opérationnels sera intégré au système de suivi-évaluation pour le suivi des différents indicateurs du programme. Les principales activités de suivi-évaluation comprendront des rapports intermédiaires trimestriels, semestriels et annuels, une base de données des bénéficiaires, des études des résultats, et une enquête à l'achèvement du projet.
49. La gestion des connaissances et l'apprentissage seront abordés en coordination avec les partenaires d'exécution, à savoir le Gouvernement, le PAM, la FAO et le Gouvernement canadien, sur la base d'une responsabilité partagée. Les récits de réussite, les témoignages de bénéficiaires et les enseignements tirés seront consignés dans les rapports intermédiaires périodiques et dans des bulletins distincts si nécessaire. La gestion des connaissances et les enseignements tirés figureront à l'ordre du jour des réunions d'examen tenues avec les partenaires financiers. Les éléments retenus en vue d'une diffusion à plus grande échelle bénéficieront d'une visibilité à travers le GASIP, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture et les structures de gestion des savoirs d'autres partenaires financiers.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

50. L'UCP du GASIP, qui sera chargée de l'exécution du Mécanisme d'appui, est déjà en activité, dotée d'un personnel complet, de ressources suffisantes et en réseau avec les ministères, les acteurs du secteur privé, les organisations paysannes et les représentants des communautés à travers le pays. En coordination avec le FIDA, l'UCP entreprendra immédiatement des procédures d'identification des bénéficiaires. Elle collaborera avec la National Food Buffer Stock Company, la Ghana Commodity Exchange et les entreprises agricoles pour mettre au point un plan d'achat de produits excédentaires pour les bénéficiaires du Mécanisme d'appui. L'UCP entamera également des discussions de partenariat avec les plateformes locales de vulgarisation et de commercialisation numériques. Les activités de transferts monétaires seront exécutées en coordination avec le PAM dans les zones géographiques où il mène déjà des activités axées sur la nutrition. Les transferts monétaires seront gérés à l'aide de la plateforme SCOPE, qui est la plateforme numérique institutionnelle d'information sur les bénéficiaires et de gestion des transferts du PAM. Le PAM fournira des stocks spécialisés d'aliments nutritifs, et d'autres denrées alimentaires enrichies, aux ménages bénéficiaires de transferts monétaires et participant également au programme nutritionnel du PAM, par le biais du système de distribution de bons de l'institution.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

51. Le Mécanisme d'appui sera directement supervisé par le FIDA. Une mission de supervision et une mission de suivi seront effectuées. Une mission d'appui à l'exécution sera conduite peu après le démarrage. Étant donné que 73% du prêt de 20 millions d'USD octroyé par le FIDA seront consacrés aux subventions aux intrants et aux transferts monétaires, l'obligation fiduciaire de diligence nécessite

un suivi attentif de l'identité des bénéficiaires et des preuves de fourniture aux milliers de bénéficiaires directs. Les missions de supervision de la gestion financière seront donc fortement axées sur la lutte contre la fraude et assureront un suivi continu du mécanisme de don de contrepartie et de l'utilisation des semences et engrais, comme cela a été fait lors de la mission de février 2020. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, en tant qu'agent principal du projet, préparera un rapport d'achèvement du projet qu'il soumettra au Fonds après la date d'achèvement du projet, et au plus tard à la date de clôture du financement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

52. Un accord de financement entre le Gouvernement ghanéen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
53. Le Gouvernement ghanéen est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

55. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Ghana un prêt à des conditions particulièrement favorables (à hauteur de cinquante pour cent du montant total) et à des conditions mixtes (à hauteur de cinquante pour cent du montant total), d'un montant de vingt millions de dollars des États-Unis (20 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et des conditions conformes, en substance, aux modalités et aux conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Houngbo
Président

Negotiated financing agreement

"Emergency Support to Rural livelihoods and Food systems exposed to COVID-19 (ESRF)"

(Negotiations concluded on 11 September 2020)

Loan No:

Loan No:

Project name: Emergency Support to Rural livelihoods and Food systems exposed to COVID-19 ("the ESRF/ the Project")

Republic of Ghana (the "Borrower"), represented by the Ministry of Finance

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested two loans from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide two Loans (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan eligible for highly concessional terms is ten million United States dollars (USD 10 000 000).

2. The amount of the Loan eligible for blend terms is ten million United States dollars (USD 10 000 000).
3. The Loan granted on highly concessional terms shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board. The rate is fixed for the life of the loan based on the related service charge in force at the time of approval of the Loan. The Loan is payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
4. The Loan granted on blend terms shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty-five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
5. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars (USD).
6. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the first of January.
7. Payments of principal and service charge shall be payable on each 31 January and 31 July.
8. There shall be a Designated Account in United States dollars, for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank of Ghana, which will receive the Financing. Funds shall be periodically transferred from the Designated Account to the Project Operational Account for the purpose of financing the Project's eligible expenditures financed by IFAD. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
9. The Borrower will provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately US\$ 5.3 million, that includes taxes and duties exemptions as well as payments for purchase of surplus crop from target households through existing government channels.

Section C

1. The Lead Project Implementing Agency shall be the Ministry of Food and Agriculture (MoFA).
2. The following are designated as additional Project implementing Partners: the World Food Programme (WFP), the Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO) the Government of Canada (GoC), the Ministry of Health (MoH), the Ministry of Gender, Children and Social Protection (MoGCSP) and the Ministry of Local Government and Rural Development (MLGRD).
3. The Project Completion Date shall be the 18 month anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the procurement section of the Project Implementation Manual (PIM), as approved internally and shared by the Parties during negotiations, or any amendments of such PIM provided that such amendment has received IFAD no objection as well as the Borrower's procurement laws, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project, and the Borrower will implement and conduct its own administration and supervision of the Financing and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement: the PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional general conditions precedent to withdrawal: IFAD no objection to the change in the Project Coordinator, Finance Manager or the Procurement Manager shall have been obtained.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Republic of Ghana:

Chief Director
Ministry of Finance
Finance Drive, Accra
PO Box MB 40
Accra
Republic of Ghana

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF GHANA

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo

President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The ESRF will provide services directly to 50,000 smallholder beneficiaries from 25,000 households. The beneficiaries will include an equal proportion of women, men and youth. Persons with disabilities will constitute 5 percent of the target group. Smallholders will consist of vulnerable semi-subsistence households who have up to 2ha cultivable land, and risk a decline in production, food shortages and nutrition deficiency due to the COVID-19 crisis. Geographical targeting will be used to identify areas with a higher concentration of vulnerable groups and higher climate change vulnerabilities as well as those hardest hit by the COVID-19 crisis. In the GASIP areas, the project beneficiaries have developed linkages to input suppliers through GASIP's activities. They will be eligible for ESRF services other than crop inputs supply. Self-targeting will involve restricting the size of the ESRF assistance to levels that are relevant and of interest only to targeted poor households. For example; inputs supply (seed at 80 percent and fertilizer at 50 percent) subsidy to households with maximum 2ha cultivable land. Cash transfers will be restricted to vulnerable people such as women headed households. ESRF will support investments mainly for maize, rice, soya beans, roots and tubers, small ruminants and poultry value chains. Its investments could expand to other value chains, such as fruits and vegetables, based on local opportunities. Tree crops will be supported through extension work and marketing activities.

2. *Project area.* The ESRF will be implemented at the national level (the "Project Area").

3. *Goal.* The ESRF will contribute to protecting the livelihoods, incomes, and resilience of the target groups suffering from the impacts of the COVID-19 pandemic and climate change.

4. *Objective.* The ESRF will mitigate the threats to production, food security and market access posed by COVID-19 pandemic and climate change.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (i) Protect against hunger and build resilient livelihoods; (ii) Safeguard rural marketing linkages and food security.

5.1. Component 1: Protect against hunger and build resilient livelihoods. This component will support the efforts of targeted households to maintain or increase their production, food security, defence against COVID-19 pandemic and climate change resilience through access to quality agricultural inputs, and ICT driven extension services. It will reduce targeted households' vulnerability to COVID-19 pandemic by reducing food insecurity and nutrition deficiency. It will also support income generation activities aimed at increasing cash flows and supporting diversified sources of food and nutrition.

5.1.1. *Subcomponent (SC) 1.1:* Secured access to agricultural inputs and food supply. SC 1.1 will: i) provide 35,000 beneficiaries with timely access to subsidised inputs in collaboration with the GoG's Planting for Food and Jobs (PFJ) programme to increase production; ii) support 5,000 vulnerable beneficiaries, including people with disabilities with direct cash transfers and nutritional support, in collaboration with WFP, to overcome hunger and prevent nutritional gaps; iii) carry out market surveillance, in coordination with

WFP in relevant districts, to improve the smooth supply of food items at a fair price; iv) strengthen ICT driven extension services to overcome the challenges to conventional extension services caused by COVID-19. These activities will be implemented in coordination with the Food and Agriculture Organization's (FAO) e-systems for early warning, market surveillance and e-extension initiatives and the Government of Canada's (GoC) support to MoFA to strengthen MoFA's capacity to offer digital extension services; and v) contribute to preventing the spread of COVID-19 through awareness messages and supply of protective equipment.

5.1.2. *Subcomponent 1.2*: Income generation activities and diversification of food and nutrition supply. SC 1.2 will support income generation activities; it will increase the income and diversify the sources of food and nutrition of targeted households. It will support 6,000 women and youth with subsidised breeding stock, inputs (feed, vaccine, etc.) and medicines for poultry and small ruminants' production. The ESRF will coordinate the implementation of these activities with FAO's upcoming project on developing the resilience of smallholder farmers by diversifying their livelihoods through activities such as poultry and small ruminants' production. These activities will also improve the food nutritional quality of target groups through increased protein intake.

The ESRF will also support 1,750 women and youth with food processing, conservation and preservation-based income-generating activities including roots and tubers processing. The support will be implemented in coordination with WFP and will include training, capacity building and small equipment supply (e.g. dryer, canner, blender). Preserved food can easily be used as supplementary resources of nutrition during situations of food crisis. The ESRF will also coordinate with FAO's upcoming project on household nutrition response to COVID-19 for educating targeted households on healthy nutrition and backyard gardening. Likewise, the ESRF will collaborate with the GoC support to MoFA to strengthen MoFA's capacity to support food preservation and conservation activities for smallholders.

5.2. Component 2: Safeguard rural marketing linkages and food security. This component will support the targeted households to maintain or increase their market linkages with other value chain actors. The ESRF will link the target group to a range of output marketing options and will also support the use of digital marketing platforms.

5.2.1. *Subcomponent 2.1*: Support to output marketing linkages. SC2.1 will provide National Food Buffer Stock Company (NAFCO), the Ghana Commodity Exchange (GCX) and agribusinesses with a working capital stimulus for buying surplus stock from 25,000 beneficiaries including distressed smallholders facing marketing challenges related to roots, tubers and tree crops. The ESRF will reimburse these marketing partners with 25 per cent of amounts paid to the ESRF target households for purchasing surplus stock. ESRF in coordination with WFP will facilitate output marketing agreements between beneficiaries and marketing partners, training and capacity building of beneficiaries on production technologies and post-harvest practices needed to meet the product quality standards required by the marketing partners.

5.2.2. *Subcomponent 2.2*: Support digital marketing platforms. The ESRF, in coordination with WFP, will develop the Farmers Based Organizations (FBO)'s capacities on digital marketing, strengthen their marketing self-reliance and diversify their output markets. The ESRF will partner with existing digital marketing platforms to support farmers capacity building and integration in these existing marketing platforms. The ESRF will only provide introductory exposure to the targeted households on digital marketing initiatives. Based on the interest and the initiatives demonstrated by targeted households, future IFAD

project(s) will provide follow-up support to strengthen these achievements. The ESRF will collaborate with the GoC ongoing programme to strengthen MoFA's capacity to support digital marketing opportunities for farmers and farmers' organisations.

II. Implementation Arrangements

A. Organisation and Management

6. *Lead Project Implementation Agency (LPIA)*. The LPIA shall be the Ministry of Food and Agriculture (MoFA).

7. *Project Steering Committee (PSC)*.

7.1. *Establishment and Composition*. GASIP's Programme Steering Committee will also be responsible for ESRF. The PSC is chaired by the MoFA Chief Director. It has currently a membership of the directors of key MoFA departments and GASIP National Programme Coordinator, as well as representatives of the Ministry of Finance, the Environment Protection Agency; a Civil Society Organisation and Ghana Agricultural Workers' Union. To strengthen the PSC capacity to oversee ESRF's implementation, MoFA will invite additional representatives to the PSC from the national government ministries and agencies (such as Ministry of Trade and Industry, Ministry of Health, Ministry of Gender, Children and Social Protection and Ministry of Local Government and Rural Development), regions of implementation, both public and private institutions representing financial sector intermediaries and agricultural market intermediaries, non-state actors' representatives (such as NGOs), and representatives of youth and women who operate along the relevant agricultural value chains as practitioners or advocates.

7.2. *Responsibilities*. The main responsibilities of the steering committee will include: (i) providing strategic and policy guidance to the Project Coordination Unit (PCU) for implementation and coordination of activities; (ii) ensuring overall conformity with government policies and strategies; (iii) reviewing Project's progress and performance; (iv) approving the Annual Work Plan and Budget (AWPB); (v) resolving implementation problems or conflicts; and (vi) assisting the PCU in obtaining government assistance and contributions to the Project when needed.

8. *Technical committee*. GASIP's technical committee will also be responsible for ESRF. The technical committee will oversee planning, review progress, facilitate linkages between project stakeholders and remove bottlenecks affecting smooth implementation. The GASIP technical committee currently includes the Director of the Directorate of Crop Sciences (MoFA), Director of the Policy Planning Monitoring and Evaluation Directorate (MoFA), Head of AfDB and IFAD unit (Ministry of Finance); Representative of the National Board for Small-Scale Industries (NBSSI), Representative of the Environmental Protection Agency and the National Programme Coordinator (GASIP). To strengthen the technical committee's capacity to oversee ESRF's implementation MoFA will invite additional representatives to the technical committee drawn from the Ministry of Health (MoH), the Ministry of Gender, Children and Social Protection (MGSP); the Ministry of Local Government and Rural Development (MLGRD); and representative of ESRF co-financier (when finalised) as well as any other additional membership that would be deemed necessary.

9. *Project Implementation Structure*. ESRF will be implemented through the two-level organisational structure, which is currently in place for managing GASIP; namely, the Project Coordination Unit (PCU) located in Accra and three Zonal Coordination Units (ZCUs) located in the northern belt (Tamale), middle belt (Kumasi) and southern belt (Dodowa). All staff in the PCU and the ZCUs are competitively recruited on a full-time basis. All staff will be managing ESRF in addition to their current responsibilities in managing GASIP.

9.1. *PCU staff and responsibilities.* The PCU is headed by the National Programme Coordinator (NPC) and is supported by a Finance Manager (FM), an Infrastructure Manager (IM), a Value Chain and Agribusiness Manager (VCAM), a Programme Monitoring and Evaluation Manager (PMEM), a Climate Change Adaptation Manager (CCAM) and a Procurement Manager (PPM). A gender strategy specialist on need basis provides inputs to the PCU and the ZCUs on the IFAD mainstreaming areas.

9.2. *Zonal Coordination Unit (ZCU).* The ZCUs will be responsible for the zonal operations of ESRF in addition to current responsibilities with regard to GASIP. The ZCUs shall carry out project implementation at the community level with the support of partners in the public and private sectors (Regional and District Departments of Agriculture, Business Advisory Centers, Business Resources Centers), service providers, NGOs, etc. It shall monitor and ensure that implementation is coordinated in each community according to these plans leading to harmonisation of resources and interconnectivity of the components. The key staff in the three ZCUs comprise two Monitoring and Evaluation Officers, three Zonal Value Chain and Agribusiness Officers, three Accountants, one Procurement Officer and one Zonal Infrastructure Officer. The staffing structure above and responsibilities for both the PCU and the three ZCUs are outlined in detail in the PIM (as approved internally and shared by the Parties during negotiations). Where changes to the PCU structure or staffing, as outlined in the PIM, becomes necessary, they should receive IFAD non objection before they take effect.

B. Planning, monitoring and evaluation, knowledge management and communications

10. *Monitoring and Evaluation.* The ESRF will use the Annual Work Plan and Budget (AWPB) as the primary planning tool. ESRF progress and performance will be measured against AWPB targets and periodic assessments of impact achieved. Baseline information will be collected from GASIP baseline surveys in project areas. A results-based approach will be adopted through the monitoring and evaluation (M&E) system. The Operational and Results Management System (ORMS) will be incorporated within the M&E system to monitor the different programme indicators. Key M&E activities will include progress reports (quarterly, semi-annual and annual), beneficiaries' database, outcome studies and project completion survey. The ESRF will promote visibility and effective flow of information and facilitate exchanges with other projects and agencies and disseminate results.

11. *Knowledge Management.* ESRF's KM and learning will be addressed in coordination and through shared responsibility of the co-financing/implementation partners, i.e. Government of Ghana, WFP, FAO and Government of Canada. Success stories, beneficiary testimonies and lessons learned will be captured in the regular progress reports as well as separate bulletins where necessary. KM and lessons learned will be a part of the agenda of the review meetings between the financing partners. The items identified for larger publicity will be given visibility through the PCUs ongoing GASIP related KM structure, the MoFA website (particularly the PFJ section) and the KM structures of the other financing partners.

C. Procurement and advance contracting

12. *Procurement arrangements.* Procurement arrangements under ESRF will follow the procurement section of the PIM, as approved internally and shared by the parties during negotiations.

13. *Advance contracting.* Number of procurement activities have been started ahead of ESRF approval in order to allow meeting critical timeline and support the beneficiaries during the growing season. These activities include:

i) Procurement starts ahead of ESRF approval, contracts signed and services delivery / supply starts ahead of entry into force of this Agreement; such as supply of seeds and fertilizers.

ii) Procurement starts ahead of ESRF approval, contracts signed and services delivery / supply starts after entry into force of this Agreement; such as engagement of a firm to develop content and provide digital extension services.

14. All activities that would be procured using advance procurement arrangements should be included in a provisional procurement plan that is subject to IFAD no objection.

15. In such cases, for the activities procured using advance contracting to be eligible for IFAD financing after entry into force of this Agreement, they should follow implementation arrangements, set forth in the PIM as approved internally and shared by the parties during negotiations, or any amended version of the PIM provided that such amended version has received IFAD no objection. This includes compliance with inter alia procurement arrangements, targeting approach, etc.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the 2 Loans and the allocation of the amounts of the Loans to each Category. The 2 loans, one under highly concessional terms for an amount of USD 10 million and the other on blend terms for an amount of USD 10 million are aggregated in the table below: Project expenditures will be split *pari passu* across both loans. All eligible expenditures belonging to the categories below will be fully apportioned to the Loans Financing as shown below.

	Category	Loan Amount Allocated in USD	Loan Amount Allocated in USD	Percentage (net of taxes)
I.	Goods & Inputs	6 776 550	6 776 550	100% net of taxes, WFP, GOC and beneficiaries contributions
II.	Services	749 700	749 700	100% net of taxes, WFP, GOC and beneficiaries contributions
III.	Grants & Subsidies	677 700	677 700	100% net of WFP contributions
IV.	Equipment & Materials	673 200	673 200	100% net of taxes, WFP and GOC contributions
V.	Salaries & allowances	122 850	122 850	100% net of taxes
	Unallocated	1 000 000	1 000 000	
Total		10 000 000	10 000 000	

(a) The terms used in the Table above are defined as follows:

- I) *Category I.* includes expenditures related to Agricultural inputs and produce.
- II) *Category II.* includes expenditures related to National Technical Assistance, Consultancies, Trainings & Workshops;
- III) *Category V.* includes expenditures related to Operating Costs

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will customize its own accounting software to ensure alignment to International Accounting Standards and IFAD's requirements.

2. *Indigenous People Concerns.* The Borrower shall ensure that the concerns of IPs are given due consideration in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:

- (a) the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant IP national legislation;
- (b) indigenous people are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities;
- (c) IP rights are duly respected;
- (d) IP communities, participate in policy dialogue and local governance;
- (e) The terms of Declarations, Covenants and/or Conventions ratified by the Borrower on the subject are respected;
- (f) The Project will not involve encroachment on traditional territories used or occupied by indigenous communities.

3. *Land tenure security.* The Borrower shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

4. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower shall ensure that: (a) all project activities are implemented in strict conformity with the Borrower's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and (g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

5. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
6. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

Logical framework

Results Hierarchy	ORM S No.	Indicators				Means of Verification			Assumptions
		Name of Indicator	Unit	Baseline	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.	Number of persons/beneficiaries* receiving services promoted or supported by ESRF	Persons	0	50,000	Project reports	Semi-annual	PCU	Effective stakeholder identification, and gender/youth targeting is carried out at the community level
		Men	Persons	0	25,000				
		Women	Persons	0	25,000				
		Youth	Persons	0	25,000				
	1a	Corresponding number of households reached	HH	0	25,000				
1b	Estimated corresponding total number of households members**	Persons	0	150,000					
Goal: Contribute to Protecting the livelihoods, incomes, health and resilience of target groups suffering from the impacts of the COVID-19 pandemic and from climate change.		Percentage of households reporting that income was maintained or improved, compared with before the COVID-19 outbreak(same month/period in 2019)	percent	0	70 percent	Ghana Statistical and health Services/ ESRF surveys/ Completion report	End of project	PCU and ZCUs	
Development Objective: Mitigate the threats to production, food security, market access and health posed by the COVID-19 pandemic and climate change	1.2.4	Percentage of households reporting that production was maintained or improved.	percent	0	70 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	Political stability. Macroeconomic conditions remain stable or improve. COVID-19 situation in the country remains stable, possibly improving over time.
	1.2.8	Percentage of women reporting minimum dietary diversity (MDDW)	percent	0	70 percent				
		Households with at least one woman	percent		70 percent				
		Percentage of households reporting that their sales volumes were maintained or improved	percent		70 percent				
Outcome 1 Target households' production, food security, defence against COVID-19 and climate change resilience is maintained or increased	1.2.2	Percentage of households reporting that the adoption of new/improved inputs, technologies or practices maintained or increased.	percent		50 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	No major political or social shocks in the region.
<i>Output 1.1</i> <i>Target households' access to good quality, climate resilient, agricultural inputs and services is established.</i>	1.1.3	Percentage of households accessing improved production inputs and/or technological packages	percent		70 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
		Percentage of households exposed to environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices	percent		50 percent				
<i>Output 1.2</i> <i>Target households' access to food and nutrition is</i>	1.1.8	Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition	HH		5,000	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	

<i>maintained or improved.</i>									
<i>Output 1.3</i> <i>Capacity to produce and diversify income increased</i>	1.1.4	Number of persons trained in production practices and/or technologies through e-extension services	Persons		35,000	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
	2.1.2	Number of persons trained in income-generating activities or business management through e-extension services	Persons		35,000				
<i>Output 1.4</i> <i>Awareness and adoption of preventive measures against the spread of COVID-19 increased.</i>		Number of persons trained on COVID-19 preventive hygiene and sanitary practices	Persons		30,000	Project reports/Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
		Number of persons supplied with personal protective equipment	Persons		30,000				
Outcome 2 <i>Market linkages between smallholder farmers and other value chain actors maintained or improved</i>		Percentage of households reporting that marketing linkages with agribusinesses maintained or increased	percent		50 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
<i>Output 2.1</i> <i>Marketing partnerships developed</i>		Percentage of households formally linked to markets through contracts with agribusinesses	percent / Households		50 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
	2.2.2	Percentage of supported rural enterprises reporting an increase in profit	percent		50 percent				
<i>Output 2.2</i> <i>Marketing capacity increased</i>		Percentage of households trained on using electronic marketing platforms	percent		50 percent	Project reports/ Completion report	Semi annual and end of project	PCU and ZCUs	
		Percentage of households regularly accessing electronic marketing platforms	percent		30 percent				